

IDÉE D'UNE AUTRE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Projet valide ou simple bouclier contre la critique ?

Je m'aménage d'abord un droit constitutionnel qui me permettra de briguer un autre mandat présidentiel et, une fois la chose accomplie et mon bail pour El-Mouradia renouvelé, j'ouvrirai grand et plus en profondeur le chantier de la révision constitutionnelle. Voilà ce qu'en d'autres termes aurait pu dire le président Bouteflika qui, hier, au siège de la Cour suprême, officialisait son projet d'amendement constitutionnel.

Sofiane Aït-Ifllis - Alger

(Le Soir) - En même temps qu'il annonçait donc l'amendement constitutionnel, le président Bouteflika suggérait qu'il enchaînerait par une révision constitutionnelle plus profonde.

Cela, s'il advenait, interviendrait, bien s'entend, une fois sa reconduction opérée et sa fonction dotée davantage de prérogatives.

Le président Bouteflika a, en effet, affirmé que «eu égard aux engagements prioritaires et aux défis de l'heure, il m'est apparu nécessaire d'introduire des amendements partiels et limités, loin de la profondeur, du volume et même de la forme que je souhaitais donner à ce projet de révision constitutionnelle, ce qui aurait dans ce cas imposé le recours au peuple. J'ai préféré, en conséquence, recourir pour l'instant aux dispositions de

l'article 176 de la Constitution, éloignant l'idée de la révision constitutionnelle par voie référendaire, mais sans pour autant l'abandonner».

A considérer vraie cette assertion, l'amendement que le président de la République propose d'apporter au texte de la loi fondamentale du pays en se suffisant de l'article 176 de la Constitution n'est qu'une étape — la première — dans une révision annoncée plus globale et plus profonde.

Mais alors pourquoi ce séquençage ? Bouteflika a justifié cela par des impératifs liés au calendrier qui ne permettent pas de lifter profondément la Constitution car, auquel cas, il faudra procéder par référendum populaire.

Ceci tout en soulignant que l'idée d'une révision constitutionnelle par voie



Bouteflika lève une partie du voile.

Photo : Samir Sid

référendaire n'est pas abandonnée. Il apparaît clairement que, chez le président, la révision en profondeur et en volume de la Constitution reste tout juste une idée, laquelle pourrait ne pas se métamorphoser en projet concret.

Aussi, il est à se demander si Bouteflika ne suggère pas une autre révision

rien que pour se prémunir de la critique. Car, pour sûr, il s'attend à ce que la critique fuse. D'autant qu'il lui est déjà reproché de vouloir amender la Constitution uniquement pour se débarrasser de la barricade qui se dresse devant son ambition à pérenniser son règne à la tête de l'Etat.

S. A. I.

CHERIF ABBAS PERSISTE ET SIGNE : «La France doit s'excuser»

«La France a intérêt à bien réfléchir à la nature des relations qu'elle veut entretenir avec l'Algérie si véritablement elle a envie de tourner cette page douloureuse de l'histoire commune», a déclaré, hier, Mohamed Cherif Abbas, ministre des Moudjahidine. «L'Algérie ne cessera de réclamer la repentance et les excuses de ce pays sur ses crimes commis sur notre terre», insiste-t-il, à l'occasion de son passage à l'émission radiophonique Tahaoulet.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - A la veille de la célébration du 46^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, le ministre revient à la charge pour réitérer la position de l'Algérie vis-à-vis de son ancien colonisateur.

«Tant que des excuses ne sont pas formulées, il faut s'attendre au fait qu'il y ait toujours des tensions entre nos deux pays», fera-t-il remarquer. M. Cherif Abbas est allé jusqu'à dire que la France n'a pas

atteint le degré de maturité et de conscience de l'Italie, qui, elle, a demandé pardon à la Libye.

Cette question, qui parasite les relations algéro-françaises, continuera de causer des blessures d'un côté, comme de l'autre, jusqu'à ce que le pardon soit exprimé.

Sur un autre volet, le ministre des Moudjahidine abordera, une fois de plus, la question des archives entre les deux pays. «Il est incompréhensible, dira le ministre, que la France s'entête

à conserver des archives qui ne lui appartiennent pas.» Il s'agit des archives datant d'avant 1830, qui se trouvent actuellement en France.

Concernant les archives datant de la période coloniale (1830-1962), le ministre affirme que des négociations sont toujours en cours avec la France pour trouver la meilleure formule pour les deux parties de les exploiter dans l'intérêt de l'Histoire.

Des documents qui ne seront pas, toutefois, ouverts en entier, puisque la France refuse d'ouvrir la partie qu'elle qualifie d'«archives de souveraineté».

La France a, de toute évidence, peur de dévoiler au monde entier les horreurs commises en Algérie.

Aussi elle préfère garder au secret une partie de ces archives, en ne livrant que ce qu'elle veut.

L'Algérie reste insatisfaite devant cette démarche et le ministre a réitéré, hier, la demande algérienne d'ouverture des archives relatives aux essais nucléaires français effectués en Algérie.

«Nous devons avoir tous les documents relatifs aux essais nucléaires, car ces derniers font encore des victimes et nous sommes interpellés par le devoir

de protéger nos concitoyens des mines antipersonnel», a-t-il indiqué, en rappelant l'obligation de la France quant à coopérer pour procéder au nettoyage des régions concernées. Revenant, par ailleurs, aux archives nationales, le ministre des Moudjahidine a exprimé sa déception face à leur sous-exploitation par les historiens et chercheurs. «Nous avons des tonnes d'archives qui ne sont pas encore ouvertes. La partie

des archives qui est disponible dans nos bibliothèques et dans nos centres n'est pas suffisamment utilisée dans l'écriture de l'Histoire», souligne-t-il.

Mohamed-Cherif-Abbas ne clot pas ce chapitre de son intervention sans inviter les descendants de la famille révolutionnaire à remettre les archives détenues aux musées des moudjahidine, érigés pratiquement dans chaque wilaya.

R. M.

À PROPOS DES FAUX MOUDJAHIDINE

Cherif Abbas refuse la polémique

Interpellé par l'animatrice de l'émission Tahaoulet, pour répondre «à ceux qui veulent porter atteinte à la famille révolutionnaire en semant le doute sur le nombre exact de chouchada et sur les faux moudjahidine», faisant référence indirectement à la dernière déclaration faite par le député du RCD, à l'APN, le ministre Mohamed-Cherif Abbas a refusé d'entrer dans une polémique, dit-il «qui n'est pas fondée sur des accusations avérées».

«Il s'agit, encore une fois, d'une campagne menée par des personnes frustrées, du fait qu'elles n'ont pu participer à la guerre de Libération, et qui ne font pas partie de cette famille révolutionnaire», a lancé le ministre, qui n'a pas omis de préciser que cette campagne de désinformation est alimentée également par certains journaux qui favorisent les débats sensationnels.

Concernant le dossier des faux moudjahidine, le ministre dira que celui-ci est définitivement clos et que les enquêtes menées par son département ont statué sur les cas qui lui ont été présentés et qui, selon lui, sont minimes.

R. M.

ASSOCIATIONS DE LA FAMILLE

RÉVOLUTIONNAIRE

Le ministre insatisfait

Invité à donner son point de vue sur le rôle des associations qui s'expriment au nom des moudjahidine et des enfants de chouchada, M. Cherif Abbas n'as pas caché sa déception quant au travail effectué par ces dernières qui, dit-il, se manifestent occasionnellement.

«Elles ne regroupent pas les intellectuels et ne font pas un travail de recherche approfondie et n'amorcent pas de débats de fond», fait-il savoir, en insistant sur le fait que celles-ci adoptent des positions impulsives et non basées sur l'argumentation.

R. M.